

La Lettre de Carré rouge

N° 02 - JANVIER 2008

Le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner
(Siniavsky devant ses juges)

**Nos meilleurs vœux,
cela va sans dire...**

SOMMAIRE

Page 1 : La chute du dollar, un aspect peu discuté de la crise en cours

Page 5 : Union sacrée

Page 8 : Note de lecture : Inégalités et rapports sociaux, Rapports de classe, rapports de sexes, de Roland Pfefferkorn

La chute du dollar, un aspect peu discuté de la crise en cours

Cette note est un premier prolongement donné à l'article publié dans le n°1 de la nouvelle revue commune *Carré Rouge-La Brèche*, sous le titre « Sur la portée et le cheminement de la crise financière ». Celle-ci a maintenant clairement pris les caractères de ce que les économistes keynésiens ou « régulationnistes » nomment une « crise systémique ». La crise a de nombreuses dimensions, dont trois sont dès maintenant particulièrement importantes. Ce sont la crise du système bancaire, la hausse d'un nombre crois-

sant de prix des matières premières et la baisse du taux de change du dollar. Actuellement, c'est la première qui a attiré le plus d'attention et qui été l'objet, sous la forme de la baisse des taux d'escompte et de la création de liquidités nouvelles, du plus grand nombre d'interventions gouvernementales (au sens large, en incluant celles des Banques centrales « indépendantes »). Le terme « crise du système bancaire » désigne l'affaiblissement de la capacité de création de crédit des banques. L'offre permanente de

crédit commercial et les avances pour l'investissement ont représenté traditionnellement les deux volets de la fonction primordiale que les banques devaient assurer pour le bon fonctionnement de l'accumulation capitaliste. Cette fonction a déjà été largement dévoyée, sous la forme d'une orientation du crédit en faveur des opérateurs en Bourse, comme de stratégies délibérées d'endettement des particuliers pour la consommation ou pour l'achat immobilier.

Les grandes entreprises ont pu se tourner vers les marchés obligataires et vendre des titres de dette aux fonds d'investissement, mais les petites entreprises ont fortement pâti des choix faits par les banques en matière de crédit. A partir du début des années 2000, les banques ont démultiplié ce crédit factice en transformant les créances en « titres » vendus à d'autres opérateurs. Cela en effaçait la trace dans les livres de compte. Ce sont toutes ces stratégies qui font « boomerang » aujourd'hui à mesure que le pouvoir d'achat des ménages, et donc leurs capacités de remboursement, baissent et que les créances s'avèrent insolvables. L'intervention coordonnée, le 13 décembre, des Banques centrales de cinq pays ou ensemble régionaux (la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque de Suisse et la Banque du Canada) est une nouvelle tentative pour sauver les grandes banques de la faillite et pour circonscrire l'ampleur de la destruction de leur capacité de fournir du crédit, même à leurs

clients préférés et même les unes aux autres.

On n'approfondira pas ici la question des causes et des effets de la hausse des matières premières, en la laissant pour une chronique prochaine. Disons simplement que cette hausse est en soi un facteur porteur de récession, qu'elle rend l'existence d'un système de crédit « sain » particulièrement important et enfin qu'elle rend la tâche des Banques centrales encore plus difficile, puisque leurs politiques ont été formatées pour garantir une stabilité des prix exigée pour maximiser les rentes financières.

CHUTE DU DOLLAR, HAUSSE DE L'EURO

« *La panique au sujet du dollar* », tel est le titre du numéro du 29 novembre de l'hebdomadaire de la City, *The Economist*. Pourquoi exprimer une telle inquiétude ? Depuis le mois d'août, le dollar a baissé de 6% par rapport aux principales devises mondiales prises dans leur ensemble. Il n'y aurait là rien de particulièrement remarquable ou inquiétant pour les responsables financiers étatsuniens et mondiaux si cette baisse ne s'inscrivait pas dans un mouvement de baisse plus longue et durable. Or depuis 2002, avant que ne commence la crise des crédits hypothécaires, le taux de change du dollar avait déjà, par petits paliers, baissé d'environ 20%. En cinq ans, le dollar a perdu plus de 25% de sa valeur. On est manifestement en présence d'un mouvement qui n'est pas seulement conjonctu-

rel. Il vient de loin. Il a des racines structurelles aggravées par une crise de confiance caractérisée dans une partie au moins du système financier étatsunien.

Avant d'y venir, arrêtons-nous un peu à la question de l'euro. Le mouvement de dépréciation du dollar a été encore plus fort par rapport à l'euro. Celui-ci a progressivement joui, au fil des années, du statut bien ambigu de devise garantissant une bonne stabilité et des rendements de placement dont « l'attractivité » croissait. A un moment, en 2002, l'euro valait 86 centimes de dollar. Aujourd'hui le taux de change est supérieur à 1 dollar 48 cents et a frôlé le 1 dollar 49. La situation très inconfortable des pays membres de la zone euro résulte du fait que le système capitaliste mondial aborde une phase de transition et de crise dans les rapports entre les principales monnaies. Mais elle tient aussi à la faiblesse et à la division des bourgeoisies européennes. L'appréciation de l'euro est allée de pair avec un accroissement de sa place dans les réserves des Banques centrales du monde (le tableau montre qu'il a été un peu supérieur à sept points de pourcentage). Elle s'est faite aux dépens du dollar mais aussi, en raison de la crise bancaire persistante du Japon, aux dépens du yen. Mais cet accroissement n'est pas encore suffisamment fort pour que les entreprises européennes puissent imposer l'euro comme monnaie de compte et moyen de transaction commerciale. C'est en dollars qu'un très grand nombre de prix continuent à

être énoncés sur le marché mondial. L'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar a servi passagèrement de tampon à la pleine répercussion de la hausse du prix du pétrole. En revanche, elle est fatale pour les entreprises comme Airbus Industries qui

sont en concurrence directe avec un rival étatsunien, en l'occurrence Boeing.

Depuis août la Fed a baissé ses taux d'intérêt deux fois en réponse à des pressions intérieures aux Etats-Unis. La mesure n'a pratiquement aucune

chance de faire autre chose que de freiner le mouvement vers la récession. En revanche, elle a eu un impact immédiat sur le taux de change entre le dollar et les autres monnaies. La hausse de l'euro contribue déjà à propager la récession vers les

COMPOSITION DES RÉSERVES DE CHANGE OFFICIELLES

	'95	'96	'97	'98	'99	'00	'01	'02	'03	'04	'05	'06
Dollar	59.0%	62.1%	65.2%	69.3%	70.9%	70.5%	70.7%	66.5%	65.8%	65.9%	66.4%	65.7%
Euro					17.9%	18.8%	19.8%	24.2%	25.3%	24.9%	24.3%	25.2%
Mark	15.8%	14.7%	14.5%	13.8%								
£ ster.	2.1%	2.7%	2.6%	2.7%	2.9%	2.8%	2.7%	2.9%	2.6%	3.3%	3.6%	4.2%
Yen	6.8%	6.7%	5.8%	6.2%	6.4%	6.3%	5.2%	4.5%	4.1%	3.9%	3.7%	3.2%
F Fr	2.4%	1.8%	1.4%	1.6%								
F CH	0.3%	0.2%	0.4%	0.3%	0.2%	0.3%	0.3%	0.4%	0.2%	0.2%	0.1%	0.2%
Autre	13.6%	11.7%	10.2%	6.1%	1.6%	1.4%	1.2%	1.4%	1.9%	1.8%	1.9%	1.5%

Sources: FMI et BCE

pays membres de la zone euro.

CHUTE DU DOLLAR : DE FORTS DÉTERMINANTS STRUCTURELS DOUBLÉS D'UNE CRISE DE CONFIANCE

Un Etat ne peut imposer sa monnaie nationale comme monnaie internationale que pour autant qu'il est le pays dominant mondialement sur le plan industriel et technologique. C'est l'un des enseignements de l'histoire du capitalisme que la longue agonie de la

livre sterling a illustré dans le cas de la Grande Bretagne. Beaucoup de commentateurs méconnaissent la portée du déficit commercial des Etats-Unis, en sous-estiment l'importance. Il traduit bien plus et bien autre chose que l'effet de choix de politique macroéconomique, «d'erreurs de pilotage ». Il résulte de deux processus. **1/** l'organisation par les grands groupes étatsuniens du secteur manufacturier et de la grande distribution du transfert vers l'Asie et vers la Chine en particulier d'une partie de la base manufacturière des Etats-Unis, et **2/**, la conséquence d'une

concentration des dépenses technologiques en fonction d'un très petit nombre de secteurs, avec la perte de la prééminence au profit de l'Allemagne et du Japon. La domination technologique des Etats-Unis ne subsiste plus que dans les télécommunications et dans certains domaines de la chimie et de la biotechnologie. Le cas de Boeing ne peut pas être généralisé. La baisse du dollar va atténuer la perte de compétitivité de la plupart des entreprises seulement de façon très limitée. Par ailleurs, il n'y a aucun signe que les grands groupes étatsuniens mettent fin à leur stratégie de

localisation en Asie d'une fraction croissante de leurs investissements en recherche. Pour ne prendre qu'un exemple, depuis le début de la décennie, c'est en Chine que Microsoft a créé ses nouveaux centres technologiques.

En Asie, il y avait le Japon, il y a maintenant la Chine. Pour une large part, l'accumulation de réserves très importantes de dollars par les Banques centrales d'Asie est la conséquence de cette redistribution mondiale des capacités de production, et pas seulement des politiques de relance par création de nouveaux moyens monétaires, mises en œuvre par la Fed. A mesure notamment que l'accumulation se consolide en Chine et que celle-ci se rend indépendante des investissements étatsuniens, se posera la question de la place de cet Etat et de sa monnaie dans le système mondial des monnaies. Dans l'immédiat, le problème que se posent les Banques centrales asiatiques, mais aussi les fonds d'Etat des pays du Golfe (les «*Sovereign Funds*») et tous les grands investisseurs hors des Etats-Unis, est de savoir comment procéder au regard d'une monnaie de réserve qui a perdu plus de 25% de sa valeur en cinq ans. Comme quelqu'un l'a fait remarquer, on est en présence de la plus grande annulation de dette jamais pratiquée dans l'histoire du capitalisme depuis la révolution industrielle («*the biggest default in history*»).

Le dilemme face au dollar se pose au moins depuis fin 2006. Il est devenu encore plus aigu

depuis que la crise des titres hypothécaires a révélé que les banques américaines ont vendu aux investisseurs, depuis de longs mois, non pas des actifs comportant un certain risque, un risque susceptible d'être couvert raisonnablement, mais de véritables effets de pacotille au sens le plus fort du terme, une camelote financière pure et simple. Certains fonds de placement, mais aussi la Banque de Chine ont subi des pertes importantes pour avoir acheté des titres «*aveugles*» contenant des effets de pacotille. Ils regarderont à deux fois avant d'acheter en toute confiance. Quelque chose s'est brisé. Dans la chute du dollar, il y a donc maintenant aussi une composante de crise de confiance grave à l'égard d'une partie au moins des banques et des marchés financiers des Etats-Unis. L'un des scénarios de risque systémique monétaire et financier est celui qui serait (ne faut-il pas maintenant dire «*qui sera*» ?) provoqué par une baisse du dollar en-deçà d'un certain seuil qui obligerait les banques centrales d'Asie à cesser de soutenir la monnaie américaine. Personne ne connaît ce seuil. Tant les Banques centrales asiatiques que les Etats pétroliers du Golfe feront tout pour soutenir le dollar aussi longtemps qu'ils le peuvent. Ce n'est pas dans leur intention de provoquer une crise. Mais on est dans une situation où la moindre défaillance financière d'une certaine importance peut pousser les investisseurs à changer de monnaie de réserve. Indépendamment de la crise de surproduction dont

tous les ingrédients sont réunis, une crise financière mondiale doit être incluse comme partie composante de l'horizon politique auquel les salariés auront vraisemblablement affaire.

NE PAS DÉSESPÉRER

NEUILLY ?

La chute du dollar ne sera pas linéaire. De très nombreux facteurs peuvent provoquer des rebonds passagers. Toute la question est dans la manière dont on les présente et dont on les interprète. A cet égard, la lecture du journal *Le Monde* du samedi 29 décembre est une leçon de choses. Depuis la mi-décembre le dollar a connu un léger redressement. Il a retrouvé pendant quelques jours un niveau d'environ 1 dollar 45 pour un euro. Cela suffit pour que *Le Monde* titre «*La résistance de l'économie américaine à la crise des subprimes rassure les marchés : La chute du dollar pourrait s'interrompre en 2008*». L'article prend appui sur l'avis de quelques «*experts*» français, dont le souci est manifestement de ne rien dire qui s'oppose au discours de Sarkozy et de ses ministres. L'une va jusqu'à prétendre qu'on puisse appliquer à une monnaie de réserve internationale, qui est supposée comme son nom l'indique offrir à ceux qui la détienne un «*trésor de guerre*» qui ne se dévalue pas, un raisonnement en termes de loi de l'offre et de la demande : puisque la baisse du dollar permet d'acheter des actifs et des produits américains moins chers, la demande pour des dollars va augmenter et

avec elle le taux auquel il s'échange. C'est faire fi des sommes gigantesques qui ont été accumulés et dont les possesseurs ont vu, et voient, la valeur baisser si fortement. Un autre des experts interrogés n'hésite pas à annoncer que la crise du crédit bancaire est totalement contrôlée et la récession américaine écartée. Une seule personne explique qu'il s'agit d'un rebond étroitement lié à des opportunités de placement spécifiques.

La lecture du *International Herald Tribune* (daté du 29 novembre, donc mis sous presse un jour après *Le Monde*) remet les choses en place. D'abord en ce qui concerne les perspectives de récession aux États-Unis, mais aussi ensuite sur le mouvement du dollar. Le rapport plus récent sur le secteur de la construction vient de calculer que la chute des ventes immobilières en novembre a dépassé « même les prévisions les plus pessimistes à Wall Street » (page 18). Le stock de maisons et ap-

partements invendus se gonfle toujours plus. Tous les nouveaux chantiers sont stoppés, mais il faudra plusieurs années avant que le stock de logements invendus soit éclusé. Le prix moyen d'un pavillon a chuté de 14 000 dollars en un seul mois. Dans le contexte d'un marché du travail dont l'un des fondements est la mobilité que les entreprises exigent, une chute d'une telle ampleur est une catastrophe, même pour des salariés peu endettés. Du coup l'euro est remonté à 1 dollar 47. Les experts interrogés par le *International Herald Tribune* ne s'estimant pas en devoir de rassurer une quelconque « opinion publique » en proie aux plus grandes inquiétudes, mais des investisseurs soucieux de ne pas perdre de l'argent stupidement, explique que l'entrée dans une année électorale renvoie d'autant la mise sur pied de politiques qui puissent maîtriser la chute. L'un d'eux prévoit même un taux de change qui mettrait l'euro à 1 dollar 70. Sous le titre

« la popularité du dollar baisse », un article rapporte les dernières données du FMI, qui font état d'une baisse de la part du dollar dans les réserves mondiales de 65% fin juin à 63.8% fin septembre. Dans le même journal, on apprend que la Fédération des PME d'Allemagne vient de publier une enquête d'où il ressort que 45% des entreprises voient les rapports avec leurs banques se tendre, et craignent de subir une véritable contraction de leur crédit en 2008. Enfin, les nouvelles en provenance de Chine ne sont pas bonnes. Une bulle boursière s'est formée à Shanghai dans des proportions telles que le rapport prix des titres/rendements est l'un des plus élevés du monde. Les investisseurs prennent peur, d'autant que le gouvernement doit resserrer la politique monétaire pour faire face à l'inflation. Voilà ce dont 2008 sera fait. Bonne année quand même .. !

François Chesnais

L'union sacrée

Par Charles Jérémie

Parfois, l'anecdote fait sens. Le mariage d'un député socialiste européen, bras droit de Laurent Fabius, et d'une célèbre productrice de télévision rassemblait, nous disent les journalistes, quelque 800 personnes. Banquiers, dirigeants de médias, chefs d'entreprises se répartissaient aux tables de Ségolène Royal, Lionel Jospin, Domi-

nique Strauss-Kahn, Bertrand Delanöe... sans oublier les socialistes-ministres de Sarkozy. Jean-Pierre Jouyet, Bernard Kouchner. Un peu plus loin, on notait la présence de Patrick Bruel, Julien Clerc et Carla Bruni. C'est naturellement l'affairiste Alain Minc (encore président du *Monde*) qui devait prononcer le pre-

mier discours, suivi du PDG de la FNAC, Denis Olivennes.

Rien à voir avec une quelconque dérive de *Carré Rouge* vers la « pipolisation ». Cette brève et obscène description dit quelque chose : l'état des lieux, aujourd'hui, du Parti Socialiste. Ces gens se connaissent depuis 1983, depuis l'ouverture de la « parenthèse

de la rigueur » jamais refermée. Ils se voient, déjeunent en ville, collaborent. Mais jamais, jusqu'alors, ils n'avaient osé s'afficher ensemble en public. Le PS est en voie de dislocation. Idéologique et organisationnelle. Pas moins de dix livres écrits par des dirigeants sont parus après les présidentielles. Tous font le même diagnostic. Certains comparent l'actuel Parti Socialiste à la SFIO des années soixante ; ils n'ont pas nécessairement raison. A l'époque, le lien avec la bourgeoisie était (en partie) contrarié par l'aventure coloniale, précisément la guerre d'Algérie. La SFIO était alors paradoxalement un parti qui retardait sur les besoins historiques, les intérêts de la bourgeoisie française. La SFIO défend l'empire. C'est de Gaulle qui prend le risque de la guerre civile pour briser l'armée, écraser l'OAS, négocier avec le FLN et... tourner la France vers l'Europe ! La SFIO est à la remorque du fondateur de la V^e République, perd son influence ouvrière au profit du Parti Communiste.

La formation de Guy Mollet mettra 24 ans à sortir de ce marasme. Il y faudra le PSA, le PSU, et surtout les luttes étudiantes, ouvrières, Mai 68 ; l'aventure de François Mitterrand sera facilitée par un Parti Communiste qui contrôle la classe ouvrière, permettant à peu de risque aux dirigeants socialistes de concurrencer, à gauche, verbalement, l'appareil stalinien.

Le PS d'aujourd'hui a rompu les amarres, ses amarres avec cette histoire. Il a progressivement muté. En moins de vingt ans, il est devenu le parti de la mondialisation. C'est lui qui élabore, forme des hommes aptes à la mettre en œuvre. A cet égard, la plus belle réussite politique de Sarkozy et François Hollande, c'est, après Pascal Lamy dirigeant l'OMC, que D.

Strauss-Kahn ait été élu directeur du FMI ! Pour la première fois, explique le conseiller diplomatique de l'Élysée, la France dirige deux secteurs déterminants de la mondialisation [1]. L'affaire est aussi nationale. Lorsqu'en 1988, après sa réélection, François Mitterrand tente l'ouverture, il ne trouve à droite que quelques notables compromis, Jean-Pierre Soisson, Olivier Stirn, etc... Lorsque Nicolas Sarkozy propose l'ouverture, il croule sous les ralliements : Kouchner, Jouyet, Besson, Hirsch, Fadela Amara, Lang, Attali, Rocard, Schrameck, D. Olivennes, M. Charasse...

On n'est pas loin de l'union sacrée.

Manuel Valls, Julien Dray reconnaissent avoir été sollicités par le chef de l'Etat. Ils ne se défendent, ni ne s'offusquent. Ce n'est pas non, c'est pourquoi pas... Pas aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de débauchage. La corruption n'est pas l'élément moteur. Le fond est ailleurs. Manuel Valls, mentor de la « rénovation », aura été le premier à dire l'essentiel : Sur les retraites, la sécurité, l'université, la politique de Sarkozy n'est pas sensiblement différente de celle que nous devrions mettre en œuvre. Et même nous sommes en retard...

Ainsi, devant la mobilisation des salariés de la SNCF, de la RATP, François Hollande a soutenu la politique du gouvernement.

Dans l'affaire des universités, c'est Julien Dray qui intervient vigoureusement contre les étudiants bloqueurs, tandis que Bruno Julliard négocie avec Valérie Pécresse, casse la grève, quitte la direction de l'UNEF pour embaucher sur une liste de Bertrand Delanoë comme adjoint à la mairie de Paris. Un professionnel.

Le Parti Socialiste a totalement changé. Sans retour. Les cinq années du gouvernement Jospin ont joué un rôle majeur. Non seulement des di-

zaines d'entreprises publiques vont être privatisées, les attaques contre des services publics (enseignants, finances) provoquant des mobilisations massives, mais encore le pouvoir patrimonial des grands groupes du CAC sur les médias seront renforcés. La politique de Jospin ira de pair avec le départ de la plupart des militants qui ne sont pas des élus. Le PS, c'est 100 à 150.000 élus municipaux, départementaux, régionaux, européens, l'appareil, les clients, les amis, les copains.

Lionel Jospin consacre **20 lignes** (!) sur 140 pages à s'expliquer sur son échec de 2002 dans un livre qui porte bien son nom : **L'impasse**. Sur les 20 lignes, trois sont consacrées à la dispersion des candidats de gauche au premier tour et 7 au fond présumé des choses.

« *En politique intérieure, le président s'était exonéré de toute responsabilité effective, tirant bénéfice des réussites de notre action et m'attaquant à la moindre difficulté. J'ai aussi surestimé le bilan de mon gouvernement. Bilan solide si on le compare à celui de la droite en 2007, mais forcément contrasté. En tout cas le désastre était là.* »

Dans ce livre, Jospin tente (sans y parvenir) d'expliquer l'échec de Ségolène Royal par des seuls paramètres personnels.

En fait le « désastre » de 2002 prépare celui de 2007.

Le Parti Socialiste, de réformes en modernité est tout simplement devenu une organisation politique, une machine à élire et faire élire. Sur une orientation anti-socialiste.

« *Mon programme n'est pas socialiste* » avait proclamé le candidat Jospin en 2002.

De fait, il s'inscrivait dans la continuité de la politique qu'il avait menée durant cinq ans dans la coexistence

avec J. Chirac.

Ségolène Royal sera la première candidate à être élue par des méthodes professionnelles anglo-saxonnes de communication [2], sans militants, s'appuyant uniquement sur les médias, sur l'extérieur. Elue candidate, sa première déclaration fera sens : « *Je n'ai pas d'adversaire. Je n'ai pas d'ennemi* ». Et d'attaquer les « déficits », c'est-à-dire les salariés, définir « *l'ordre juste* » contre le désordre social, les jeunes des banlieues.

Pas d'adversaire de classe. Pas d'ennemi candidat de la bourgeoisie.

Entre les deux tours, Ségolène Royal porte un coup mortel au Parti Socialiste en proposant à François Bayrou de... devenir son premier ministre, si elle est élue. Evidemment, la candidate, son entourage, savent que l'opération ne peut aboutir. Et même en cas d'accord de l'intéressé, elle ne l'emporterait pas contre Sarkozy. Cet acte est politique. Ségolène Royal le revendique. Contre l'union de la gauche du « vieux » parti, l'union de la droite du « PS rénové » ! Rejoindre le gouvernement Sarkozy ou attendre l'alternance pour revenir au pouvoir n'est plus un problème stratégique. C'est un problème tactique, de temps, d'impatience.

N'en déplaise à son orgueil, l'auteur de *L'impasse* et Ségolène Royal sortent du même monde et préconisent la même politique. Seulement la nouveauté, c'est que le Parti Socialiste a échappé à Jospin et ses camarades. Ils sont minoritaires. Ils portent la poise. Sur la politique de mise en œuvre de la mondialisation, de lutte contre le salariat, une nouvelle génération d'élus, de permanents, rêvent du pouvoir, veulent d'autres chefs... Dans un livre d'entretiens au titre significatif, ***Il faut saborder le PS...*** [3], Georges Frêche, interrogé par Alain Rollat sur la rénovation du PS, le né-

cessaire changement de nom, récuse le nom de « gauche » et propose celui de Parti Démocrate. En effet, explique-t-il, le problème à résoudre n'est plus social, économique, mais démocratique, sociétal. L'élection de Ségolène comme candidate, contre les militants socialistes « traditionnels », a sonné le glas d'un parti du double langage. Jusque là, et Jospin incarnait cette politique, celle de « l'équilibre », le PS parlait aux salariés et gouvernait pour le capital. Cette époque est révolue. Le PS, maintenant, parle le langage des réformes, en acceptant les conséquences du marché, de la mondialisation. Il abandonne les oripeaux du passé, le « surmoi marxiste ». C'est un parti jeune, moderne. Voilà pourquoi aujourd'hui il est simple, naturel, affaire de tactique de participer au gouvernement de N. Sarkozy. A Marseille, à Bordeaux, à Toul, à Nantes, à Strasbourg des « équipes » de l'UMP se présentent avec des responsables socialistes, sur les mêmes listes.

Si on peut gouverner ensemble, rien ne s'oppose à la gestion commune des villes.

Georges Frêche n'est pas une caricature. Député maire, il dirige la 4^e ou 5^e Fédération. Depuis 30 ans, il dirige Montpellier, ce qui n'est pas rien. En fait, Georges Frêche est comme Manuel Valls, révélateur d'une fraction qui semble majoritaire de l'appareil socialiste.

Ajoutons à cette nouvelle donne un élément politique que l'on oublie trop souvent. Le Parti communiste est organisationnellement, humainement en voie de disparition. Il y a maintenant des départements, des villes où le PCF n'existe plus. Or, si de 1971 à 1981 le PS a pu se construire, c'est à la fois en s'appuyant sur le PCF et en le combattant. La stratégie de l'union de la gauche faisait merveille. Elle

permettait au PS de reconquérir le terrain électoral parmi le salariat et pas seulement la petite bourgeoisie. Le PS ne dispose plus d'un tel axe. Il n'est pas encore mort, loin s'en faut. Ce n'est pas tout ou rien. Il survit autour des élus. Régions, villes, départements, circonscriptions... Pour avoir refusé de parler clair aux militants, pour avoir valorisé la politique menée entre 1981 et 1983 alors même que l'orientation de défense de la propriété privée, du capital, créait les conditions de la rigueur, du tournant de 1983, les gauches du Parti Socialiste se retrouvent aujourd'hui isolées; les militants ont disparu. Il est d'ailleurs probable que des petits groupes de militants de la gauche du PS quitteront après les municipales le PS. Mais ceci est une autre affaire.

Jamais depuis la création de la V^e République, président n'aura été si fragile. Sarkozy ne tient son programme que par l'aide, le soutien que le PS et la CGT lui apportent. Un gouvernement faible soutenu par un parti fragile forment un duo incertain. D'habitude, l'union sacrée stabilise, renforce le pouvoir. La crise de l'un peut certes affecter l'ensemble institutionnel. Mais seule l'intervention active de millions d'hommes, exploités et opprimés, peut transcender la réalité actuelle : tous les partis de la V^e République sont les acteurs de la mondialisation, les ennemis du salariat.

Notes

- 1- N'oublions pas que Jacques Delors a présidé la commission européenne alors que Lionel Jospin remplaçait le défaillant A. Juppé, réunissait les conditions économiques, sociales de la France pour ... le passage à l'euro.
- 2- Avec l'aide d'une promotion de militants à 20 euros chargés des applaudissements.
- 3- Le Seuil.

Note de lecture

Roland Pfefferkorn

Inégalités et rapports sociaux, Rapports de classe, rapports de sexes

la Dispute, Paris, 2007.

Voici un travail de facture universitaire qui peut aussi représenter un outil fort utile pour des militants qui voudraient s'orienter dans l'abondante littérature sociologique dans deux domaines, celui des travaux portant sur les classes sociales et celui des études sur les rapports de domination fondés sur les différences de sexe ou de genre. Il s'agit d'un gros livre (411 pages), qui réunit en réalité deux recherches sous la même couverture. Aujourd'hui, c'est le premier volet qui est examiné. Le second exige un traitement séparé que sera fait dans un bulletin électronique prochain.

La première partie du livre porte sur les classes sociales. Pfefferkorn pose sa problématique à partir de la théorie des classes sociales de Marx. Celle-ci lui sert de référence tout au long de la première partie, notamment dans une critique de Durkheim, dont l'organicisme et le positivisme républicain, étrangers l'un et l'autre à la réalité des antagonismes de classe, sont analysés. Les travaux de Michel Verret, souvent décriés, sont défendus vigoureusement. Le fil conducteur de cette partie du livre est la place faite aux classes sociales dans le discours sociologique dominant. Pfefferkorn y examine l'occultation dont les deux classes les plus importantes de la société capitaliste ont été l'objet

au profit de la nébuleuse de la ou des « classes moyennes ». Cela a été le cas de la classe ouvrière, mais aussi dans une large mesure de la bourgeoisie. Parmi ceux qui ont occupé une « position de pouvoir » dans le monde académique en France, seul Bourdieu a pris le contrepied. Les inégalités sociales se sont accrues fortement, en France comme dans tous les pays, tandis que le poids politique et social de la classe ouvrière diminuait. A partir des années 1970, les représentants des sciences sociales les plus en vue ont donc cherché à enterrer la thématique des classes, au profit de théories qui mettaient l'individu ou l'individualisation au cœur des analyses. On trouvera chez Pfefferkorn une vigoureuse critique d'analyses dominantes, de Pierre Rosanvallon, de Toni Negri, d'Anthony Giddens (mentor de Tony Blair), de Habermas et d'Ulrich Beck. Le retournement de conjoncture sociopolitique, provoqué par les mouvements de grève de 1995, va amener à un retour des classes sur le devant des préoccupations sociologiques, retour étayé par les travaux de Beaud et Pialoux pour la classe ouvrière, et de Pinçon et Pinçon-Charlot (dont nous avons parlé dans le n°1) pour la bourgeoisie.

Du point de vue des préoccupations de *Carré Rouge* et de la nouvelle revue

commune avec *La Brèche/A l'encontre* (voir le premier article) le chapitre 3 est le plus intéressant. Il aurait mérité (et mériterait toujours) de faire l'objet d'un livre à part. Pfefferkorn commence à y analyser la configuration de classes qui émerge sous l'effet de la restructuration et de la mondialisation du capital. On sent que l'auteur doute de la capacité des salariés à modifier seuls, et sur le seul terrain du « conflit économique », les rapports avec le capital. Il en vient (page 197) à s'interroger en conclusion sur le contenu et les terrains de la lutte contre le capital. Celle-ci « doit probablement être pensée comme un "processus d'affirmation d'un contrôle social démocratique et d'élaboration d'alternatives" conçu dans la durée », où convergerait « l'antagonisme de classe (qui demeure à l'évidence centrale à la société capitaliste) et une lutte pour l'émancipation humaine se menant aussi sur d'autres terrains : celui du féminisme, de l'antiracisme, de la tolérance vis-à-vis de toutes les minorités, de la prise en compte des limites de la planète, etc. ». La seconde partie du livre de Pfefferkorn s'intéresse précisément à l'un de ces domaines, celui des rapports sociaux de genre ou de sexe. C'est celui-ci qui sera traité plus tard, par quelqu'un de plus compétent en ce domaine que moi.

François Chesnais